

# Document

## Articles de presse de septembre 2011

### Table des matières

#### France

##### Economie

- Des centaines de villes au bord de la faillite.
- Le Medef convoite un marché de 200 milliards de dollars en Libye
- Denis Kessler: «Nous n'avons plus de munitions», la zone euro peut exploser
- 5 500 collectivités locales concernées par les emprunts toxiques en France. (23.09)

#### International

##### Economie

- L'Europe ne se dirige pas vers une récession, assure Barroso
- Le plan italien d'austérité approuvé par le Sénat
- Le Sénat espagnol approuve une "règle d'or" sur le budget
- L'OCDE prévoit un net ralentissement du G7 au second semestre
- L'Eurosystème abaisse ses projections de PIB 2011 et 2012
- Démission de Jürgen Stark chef économiste de la BCE "pour raisons personnelles"
- Le ministre allemand des Finances prédit une faillite de la Grèce
- L'économie mondiale en zone de danger, juge Robert Zoellick
- Le FMI appelle à des mesures radicales contre la crise
- Désaccords entre Européens et Geithner sur la crise
- Les républicains ne veulent pas de la taxe Buffet
- Espagne: le chef de l'opposition conservatrice veut réduire le taux d'imposition des sociétés. (20.09)
- La Fed au secours de l'économie américaine. (23.09)
- Finance de l'ombre : "Les autorités ont fermé les yeux". (28.09)



## Un article du figaro.fr du 6 septembre

### Des centaines de villes au bord de la faillite.

De nombreuses municipalités ont souscrit avant la crise des produits financiers complexes indexés sur le franc suisse. Avec la flambée de la devise suisse, le coût de ces emprunts devient insupportable.

De nombreuses communes et villes de France seraient au bord de la faillite, à cause de l'envolée du franc suisse. Les comptes de centaines de communes, mais aussi de départements, d'hôpitaux et d'établissements publics, se trouvent désormais plombés par des prêts à taux variables adossés à la monnaie helvète qu'ils ont contractés avant la crise, rapporte Le Parisien-Aujourd'hui en France. Le franc suisse était en effet jusqu'à présent réputé pour sa stabilité, or la monnaie enregistre une hausse de 25% depuis le 1er janvier !

Attirés par des taux d'intérêt en-dessous du marché et des placements revendiqués comme étant sûrs par les banques, de nombreuses collectivités locales se sont laissées tentées par des produits dits «structurés». Basés sur des formules mathématiques complexes, ce type d'emprunt propose des prêts avec des taux d'intérêt «bonifiés» dans un premier temps puis variables en fonction de certaines conditions. A titre d'exemple, pour un prêt sur quinze ans, un emprunteur peut bénéficier d'un prêt à 3% - contre un taux moyen de l'ordre de 4% - sur cinq ans puis sur les dix années suivantes, le taux varie en fonction de l'évolution du franc suisse par rapport à l'euro.

#### Saint-Tropez, Argenteuil dans la tourmente

Or avec la récente flambée du franc suisse, les taux d'intérêt de ces placements structurés se sont littéralement envolés. Ces taux peuvent même atteindre 15% voire 20% et les pénalités de remboursement anticipées atteignent des sommets. Le niveau d'endettement devient ainsi insoutenable pour certaines collectivités.

Le Parisien-Aujourd'hui en France cite l'exemple de la ville d'Argenteuil. Les taux d'intérêt bonifiés ont dans un premier temps permis à la ville de réduire ses charges financières de 44,4%. Mais les emprunts sont devenus toxiques et le montant des intérêts à payer flambe. Ce qui «se traduit concrètement par un surcoût de 33 millions d'intérêt pour 40 millions d'emprunts», confie la mairie d'Argenteuil au journal. Ainsi, «contracter des emprunts classiques pour rembourser la totalité de la dette coûterait 93 millions d'euros, ce qui n'est pas dans nos moyens», souligne Joël Fournier, le directeur général des services de la ville.

De même, à Saint-Tropez, des emprunts adossés au franc suisse ont conduit les comptes de la ville dans le rouge, souligne Le Parisien-Aujourd'hui en France. Si la ville applique la formule du produit structuré auquel elle a souscrit, le taux de son prêt passerait de 3,94% au moment de la souscription, en 2007, à 30% aujourd'hui. Reste à espérer que le cours du franc suisse se dégonfle, car la dite formule sera applicable fin 2012...

## **Un article de Reuters du 6 septembre**

### **L'Europe ne se dirige pas vers une récession, assure Barroso**

Le président de la Commission européenne José Manuel Barroso s'attend toujours à une croissance modérée en Europe et n'anticipe pas de récession.

"Nous n'anticipons pas une récession pour l'Europe. Les dernières prévisions de la Commission européenne montrent qu'il y aura une croissance, une croissance modeste il est vrai", a déclaré lundi le patron de l'exécutif bruxellois lors d'une visite en Australie.

Les préoccupations sur le risque d'une contagion à l'Espagne et à l'Italie de la crise de la dette dans la zone euro continuent de susciter la nervosité sur les marchés financiers, et la Grèce alimente de nouvelles inquiétudes quant à sa capacité à atteindre ses objectifs d'assainissement budgétaire.

"Je veux être très clair. L'Union européenne et l'euro sont forts et résistants", a déclaré José Manuel Barroso après un entretien avec le Premier ministre australien Julia Gillard, dont le pays appartient au G20.

## Un article du monde.fr du 7 septembre

### La hausse des impayés, signe d'une augmentation de la précarité.

L'impact de la crise et la montée du chômage se ressentent sur le niveau des loyers impayés. La part des ménages en impayés de loyer de plus de trois mois est passée de 5,4 % à 6,7 % entre fin 2008 et fin 2010 dans le parc locatif social, selon l'enquête menée par l'Union sociale de l'habitat, qui regroupe 800 organismes HLM détenant et gérant plus de 4,2 millions de logements en France.

*Les difficultés à retrouver un emploi et la croissance de l'endettement des ménages expliquent en grande partie cette hausse, explique Patrick Kamoun, conseiller de la confédération. Même si la situation semble se stabiliser, la précarité des locataires est inquiétante."*

Si le taux de recouvrement au bout d'un an demeure supérieur à 98 %, c'est grâce à certaines aides publiques telles que le fonds de solidarité logement financé par le département, l'avance "Loca pass" (caution logement gratuite) ou l'allègement et l'effacement de dette qui a augmenté cette année, selon l'office des HLM.

Du côté du parc locatif privé, la situation est aussi inquiétante. La part des loyers impayés est inférieure au parc social mais la situation se dégrade, selon Jean Perrin, directeur de l'Union nationale de la propriété immobilière (UNPI) qui représente près de 6,3 millions de logements pour 15 millions de locataires.

*"Nous sommes passés de 100 000 dossiers de difficultés de paiement à plus de 130 000 cette année", déplore-t-il. Et "si les impayés sont plus fréquents ce n'est pas parce que les locataires deviennent malhonnêtes mais simplement parce qu'ils sont en grandes difficultés", veut-il croire.*

Un phénomène d'exclusion Entre les loyers impayés, les frais de justice et la remise en état du bien, le coût des sinistres peut s'avérer très élevé pour le bailleur.

### ACCENTUATION DU PHÉNOMÈNE D'EXCLUSION DES REVENUS MODESTES

Face à cette situation, les propriétaires tentent aujourd'hui de se couvrir par des contrats de garantie des loyers impayés (GLI) auprès des compagnies d'assurances privées. Plus de 15 % du parc locatif français y a recours. Mais les exigences de location imposées accentuent le phénomène d'exclusion du parc privé des revenus modestes.

Pour limiter cette discrimination, des contrats de garantie des risques locatifs (GRL) ont été mis en place par l'Etat et Action logement en 2006. Ce dispositif prend en charge les risques d'impayés de loyer (charges comprises), les dégradations locatives et les frais de procédures en cas de défaillance du locataire dont la part du loyer et des charges dans leurs ressources mensuelles (taux d'effort) atteint 50 % contre 30 % chez les assureurs privés.

Seules la Mutuelle Alsace-Lorraine, la MMA et la caisse de garantie Fnaim proposent cette garantie. *"Plus de 200 000 contrats ont été souscrits. L'accentuation de la précarité n'a pas entraîné de phénomène de déresponsabilisation",* dit Lucie Cahn directrice de l'Association pour l'accès aux garanties locatives; mais elle reste discrète sur le taux de sinistralité.

Mais le GRL peine à convaincre : 400 000 contrats étaient attendus. Cette frilosité s'explique par des coûts de gestion importants et une rentabilité moindre pour les assureurs. Sans compter des cotisations plus élevées pour les bailleurs du fait d'une sélection des locataires moins importantes par rapport au GLI.

Ce semi-échec du GRL et le renforcement des exigences de garantie des propriétaires réduisent l'accès aux logements des ménages aux faibles revenus quitte à pousser à une plus grande vacance locative dans certaines villes moyennes.

## Un article de Reuters du 7 septembre

## **Le Medef convoite un marché de 200 milliards de dollars en Libye**

Le marché de la reconstruction de la Libye est évalué à 200 milliards de dollars, estime le patronat français, qui espère une place de choix pour les entreprises françaises dans ce vaste chantier.

L'estimation a été fournie par Thierry Courtaigne, directeur général de Medef International, au lendemain d'une réunion d'information sur la Libye qui s'est tenue mardi au siège du Medef à Paris en présence de 400 chefs d'entreprise français.

"L'objectif était de mettre tout le monde à niveau sur ce qui se passe en Libye, ce qu'on pourrait faire, les priorités, la façon de s'organiser", a résumé Thierry Courtaigne.

Pierre Lellouche, secrétaire d'Etat au Commerce extérieur, a participé à la réunion, de même que de nombreux directeurs de groupes du Cac 40 comme Total, Alcatel ou Bouygues.

La France espère profiter de son rôle moteur dans la coalition internationale contre les troupes fidèles à Mouammar Kadhafi pour bien se placer sur un marché riche en opportunités, comme l'ont promis les nouvelles autorités libyennes.

"La France bénéficie d'un climat de sympathie", s'est réjoui Thierry Courtaigne.

"Je ne vois pas comment il pourrait en être autrement vu ce que le président de la République a fait mais il est clair que le marché n'est pas à prendre mais à gagner", a-t-il ajouté.

"Il va y avoir une très forte concurrence, italienne, américaine ou anglaise. Il faut que l'offre française soit parfaitement ciblée, préparée et compétitive."

Les secteurs où la demande est la plus forte sont les infrastructures, la santé, l'agroalimentaire et la sécurité, a dit Thierry Courtaigne.

Des marchés sont notamment à saisir dans les télécommunications et les transports, terrestres et aérien. Les entreprises, dont certaines sont déjà à l'oeuvre, savent pouvoir compter sur l'aide du gouvernement français, a-t-il ajouté.

**Un article de Reuters du 7 septembre**

## **Le plan italien d'austérité approuvé par le Sénat**

Le Sénat italien a approuvé mercredi, par le biais d'un vote de confiance, le plan d'austérité présenté par le gouvernement de Silvio Berlusconi pour ramener le budget de l'Italie à l'équilibre en 2013.

Les sénateurs ont accordé leur confiance au gouvernement par 165 voix pour, 141 contre et trois abstentions.

Vivement critiqué et plusieurs fois modifié, ce programme censé rapporter 54 milliards d'euros selon le Trésor italien va désormais être soumis à la Chambre des députés, où le gouvernement ne dispose que d'une courte majorité.

Son adoption définitive est attendue dans un délai de quelques jours.

Tard mardi soir, le gouvernement italien a revu son projet, jugé jusque-là insuffisant notamment par la Banque centrale européenne (BCE), en y intégrant un relèvement de la TVA de 20 à 21%, un report de l'âge légal du départ à la retraite pour les femmes travaillant dans le privé et la création d'une taxe spéciale de 3% sur les plus hauts revenus (les contribuables gagnant plus de 300.000 euros par an).

Critiqué pendant plusieurs semaines pour son indécision apparente quant au contenu de ce programme d'austérité, Silvio Berlusconi a décidé d'engager l'avenir de son gouvernement pour écourter les débats au Sénat.

Tandis que les sénateurs votaient, la police a fait usage de matraques et de gaz lacrymogène pour disperser des manifestants protestant contre ce projet devant le Sénat.

Les attermoissements qui ont présidé à l'élaboration de ce projet de rigueur ont accentué la pression politique sur Silvio Berlusconi, critiqué par ses partenaires européens, les syndicats, le patronat italien et jusqu'au président de la République, Giorgio Napolitano, qui, fait rare, s'est invité dans le débat en début de semaine.

### **BERLUSCONI CONTESTÉ DANS SON PROPRE CAMP**

Illustration supplémentaire de l'affaiblissement du "Cavaliere", Beppe Pisanu, ancien ministre de l'Intérieur et cadre du Peuple de la liberté (PDL), la formation de Berlusconi, a estimé que le président du Conseil devrait s'effacer et faire place à un gouvernement d'unité nationale.

"Un pacte entre tous les parlementaires de bonne volonté allant jusqu'au terme de la législature (est nécessaire) pour sauver le pays et le remettre en marche", déclare Pisanu dans les colonnes de La Repubblica.

Son appel à une alliance de tous les partis transalpins a d'autant plus de poids que Pisanu accompagne Berlusconi de très longue date: il a participé à la fondation de Forza Italia, le premier parti créé par le chef du gouvernement au début de sa carrière politique.

Berlusconi refuse d'entendre parler d'une éventuelle démission. Et son ministre de la Défense, Ignazio La Russa, a vivement réagi aux propos de Pisanu: "Les gouvernements, a-t-il dit, sont désignés par les électeurs, on ne les forme pas dans une arrière-cuisine."

L'Italie, troisième puissance économique de la zone euro, a été rattrapée cet été par la crise de la dette lorsque les investisseurs se sont mis à douter de sa capacité à réduire son endettement, actuellement de 1.900 milliards d'euros.

Le relèvement du taux de la TVA de 20 à 21% devrait, selon le chiffreage du ministère des Finances, rapporter 700 millions d'euros de recettes supplémentaires d'ici la fin de l'année et 4,2 milliards en 2013.

Ce projet prévoit aussi des coupes dans les dépenses du gouvernement et des administrations locales et une répression accrue contre l'évasion fiscale, avec notamment des peines de prison pour les cas les plus graves.

Le gouvernement souhaite même inscrire dans la Constitution le principe de l'équilibre budgétaire mais la complexité du processus politique pour y parvenir est telle que cet amendement ne risque pas d'être adopté avant plusieurs mois.

## **Un article de Reuters du 7 septembre**

### **Le Sénat espagnol approuve une "règle d'or" sur le budget**

Le Sénat espagnol a approuvé mercredi une "règle d'or" inscrivant dans la Constitution un plafond aux déficits structurels du pays et des régions.

L'adoption de ce projet par la chambre haute du parlement espagnol était attendue. Cet amendement constitutionnel est le fruit d'un accord entre le gouvernement socialiste et le principal parti d'opposition, le Parti populaire, et il a déjà été approuvé à une écrasante majorité par les députés.

Sur 262 sénateurs, 233 ont voté pour et trois contre. Certains élus ont quitté la salle en signe de protestation tandis que d'autres ont tout simplement boycotté la séance.

Cette réforme contraint l'Espagne à maintenir son déficit structurel - ou de long terme - dans les limites fixées par l'Union européenne. Elle prévoit toutefois des exceptions en cas de catastrophe naturelle, de récession ou de situation d'urgence.

Plusieurs milliers de manifestants ont défilé mardi à Madrid contre cette "règle d'or".

Les syndicats et de petits partis ont demandé la tenue d'un référendum sur cette modification de la Constitution, la deuxième seulement depuis son entrée en vigueur en 1978 pour tourner la page de la dictature franquiste.

## Un article de Reuters du 8 septembre

### L'OCDE prévoit un net ralentissement du G7 au second semestre

La croissance économique des pays développés risque de ralentir fortement, voir de caler au second semestre et les banques centrales doivent être prêtes à assouplir leur politique monétaire, en baissant leurs taux d'intérêt ou en intervenant sur les marchés, a estimé jeudi l'OCDE.

L'Organisation pour la coopération et le développement économiques prévoit que la croissance des pays du G7 ne devrait pas dépasser 1,6% en rythme annualisé au troisième trimestre et qu'elle devrait tomber à 0,2% sur les trois derniers mois de l'année.

Elle a ainsi revu en nette baisse ses prévisions par rapport au scénario attendu en mai dernier, prenant ainsi acte du fait que "la reprise a pratiquement stoppé au deuxième trimestre dans nombre d'économies" et que le commerce mondial s'est contracté.

"La confiance des consommateurs et des entreprises s'est dégradée dans les grandes économies de l'OCDE face à la médiocrité des perspectives, à l'impasse budgétaire aux États-Unis, à la crise de la dette souveraine dans la zone euro et à l'inquiétude grandissante qu'il y a moins de munitions en termes de politiques publiques pour compenser un nouveau ralentissement", explique l'Organisation.

La dégradation de la conjoncture pourrait être particulièrement marquée en Allemagne et en Italie, précise-t-elle, puisque ces deux pays devraient enregistrer un trimestre de croissance négative.

L'économie allemande, la première d'Europe, devrait ainsi voir son PIB reculer de 1,4% en rythme annualisé sur les trois derniers mois de cette année, ce qui marquerait un décrochage brutal après une croissance attendue à 2,6% au troisième trimestre.

#### INCERTITUDE

Pour la France, l'OCDE prévoit une croissance limitée à 0,9% en rythme annualisé sur juillet-septembre et à 0,4% sur octobre-décembre.

Les États-Unis devraient connaître une évolution comparable, avec une expansion annualisée de 1,1% au troisième trimestre et de 0,4% au quatrième.

Expliquant que l'impact de la crise de la dette souveraine en Europe et aux États-Unis et les turbulences sur les marchés boursiers ne sont pas encore totalement pris en compte, l'OCDE souligne que l'incertitude entourant ses prévisions est "anormalement forte".

Cette incertitude justifie à ses yeux le maintien de taux d'intérêt inchangés dans la plupart des économies de l'OCDE. Et de ne pas exclure un assouplissement des politiques monétaires.

"Si, dans les prochains mois, apparaissent des signes dénotant que la faiblesse persiste ou que l'économie risque de retomber dans la récession, les taux devront être abaissés là où des marges de manoeuvre existent", juge l'organisation.

Et là où ces marges font défaut, poursuit-elle, "d'autres mesures pourraient être prises", comme des interventions des banques centrales sur les marchés de capitaux et des engagements fermes de maintenir des taux pendant une période prolongée.

La Banque centrale européenne (BCE) pourrait annoncer ce jeudi une pause dans la phase de remontée des taux ouverte il y a à peine cinq mois. Aux États-Unis, certains observateurs n'excluent pas de voir la Fed s'engager dans une nouvelle phase d'"assouplissement quantitatif" en rachetant des obligations d'État sur le marché secondaire.

Le soutien à la croissance et la crise de la dette seront vendredi et samedi en tête de l'ordre du jour de la réunion des ministres des Finances et banquiers centraux du G7 à Marseille.

## **Un article de Monde.fr du 8 septembre**

### **Le Parlement alourdit la taxation des complémentaires santé**

L'alourdissement controversé de la taxation sur les complémentaires santé, mutuelles ou assureurs privés, a été adopté définitivement jeudi 8 septembre par le Parlement après un ultime vote du Sénat. Le Sénat a adopté par 170 voix contre 154, sans la modifier, cette mesure du plan de rigueur gouvernemental annoncé le 24 août, qui avait déjà été votée mercredi par l'Assemblée nationale.

Le taux de la Taxe spéciale sur les conventions d'assurance (TSCA) sur les 'contrats solidaires et responsables', qui représentent désormais la quasi-totalité des contrats proposés par les complémentaires santé, va passer de 3,5 % à 7 %.

La gauche a vivement combattu cette disposition dont elle a demandé en vain la suppression et qu'elle considère comme 'injuste' et 'pénalisante pour les classes populaires et moyennes'. Seule voix discordante à droite, le sénateur UMP Alain Fouché, qui avait déposé un amendement demandant l'annulation de cette hausse, l'a finalement retiré.

Cette taxation accrue va rapporter à l'Etat 100 millions d'euros dès 2011 puis 1,1 milliard en année pleine, selon les calculs du gouvernement. Le gouvernement fait valoir que ces contrats, qui bénéficiaient jusqu'ici d'une fiscalité dérogatoire, doivent être plus lourdement taxés puisqu'ils représentent environ 90 % des contrats santé.

## **Un article de Reuters du 8 septembre**

### **L'Eurosystème abaisse ses projections de PIB 2011 et 2012**

Les membres de l'Eurosystème ont annoncé jeudi avoir revu à la baisse leur prévision de croissance du produit intérieur brut (PIB) de la zone euro pour 2011 et 2012.

Ces projections de croissance du PIB pour 2011 sont désormais comprises entre 1,4% et 1,8%. En juin, elles s'étaient étalées de +1,5% à +2,3%.

Pour l'année 2012, les projections du PIB sont comprises entre +0,4% et 2,2% (révisées de +0,6% à +2,8% en juin).

Les projections de l'Eurosystème donnent par ailleurs une hausse du taux d'inflation comprise entre 2,5% et 2,7% en 2011, et entre 1,2% et 2,2% l'année prochaine. En juin, des hausses du taux d'inflation de 2,5% à 2,7% en 2011 et de 1,1% à 2,3% en 2012 étaient anticipées.

Le taux d'inflation s'est élevé à 2,5% en août pour la zone euro.

L'Eurosystème, qui regroupe la BCE et les banques centrales nationales des États membres de la zone euro, est l'autorité monétaire de la zone euro.

## **Un article d'AP du 8 septembre**

### **Démission de Jürgen Stark chef économiste de la BCE "pour raisons personnelles"**

La Banque centrale européenne a annoncé vendredi la démission de son chef économiste Jürgen Stark "pour raisons personnelles" près de trois ans avant la fin de son mandat de huit ans. Les bourses européennes et le cours de l'euro ont baissé fortement à cette annonce.

Considéré comme un des postes clé de la BCE, Jürgen Stark fait partie des six membres exécutifs du Conseil de la BCE, l'autorité monétaire de la zone euro.

Agé de 63 ans, M. Stark est ancien de la Bundesbank et comme un "faucon", partisan de taux d'intérêt plus élevé.

## Un article du monde.fr du 9 septembre

### 20 000 opposants chiites manifestent à Bahreïn

Près de 20 000 manifestants ont défilé à Bahreïn, vendredi 9 septembre, à l'appel du principal mouvement de l'opposition chiite, Al-Wefaq, sous le slogan "*Pas de concessions*". Le Wefaq a appelé ses partisans à boycotter le scrutin du 24 septembre, organisé pour pourvoir les sièges de ses 18 députés – sur les 40 élus de la Chambre – qui avaient démissionné pour protester contre la violente répression à la mi-mars des protestations réclamant des réformes démocratiques.

Lors de cette marche dans la localité d'Al-Mouqachaa, dans la banlieue de Manama, la capitale bahreïnie, les participants ont arboré le drapeau national et scandé des slogans antigouvernementaux. "*Ne cédon pas, persistons dans nos exigences*", ont-ils appelé.

Dans un communiqué publié au terme d'une marche de protestation dans une banlieue de Manama, la capitale bahreïnie, Al-Wefaq a demandé "*l'annulation des élections et la dissolution de cette chambre handicapée pour engager un règlement politique qui exprime une réelle volonté populaire*". Ils réclament un plus grand partage du pouvoir, notamment le transfert des compétences dont dispose la chambre haute, dont les membres sont nommés par le roi, à l'Assemblée.

Des manifestations et heurts de faible ampleur avec les forces de sécurité se produisent régulièrement à l'extérieur de Manama, dans des zones peuplées de chiites, communauté majoritaire dans le royaume. En février et mars, ces manifestations ont pris la forme d'un soulèvement populaire qui a été réprimé avec l'aide de troupes de plusieurs pays voisins, dont l'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis. La vague de protestations populaires et sa répression ont fait au moins 24 morts à Bahreïn entre la mi-février et la mi-mars, selon Manama. Quatre manifestants sont morts depuis en détention.

Des négociations ont débuté en juillet à l'initiative du roi, mais le Wefaq s'en est retiré, jugeant sa représentation insuffisante et le processus voué à l'échec. Jeudi, un photographe d'une agence de presse a été blessé lors de heurts entre les forces de sécurité et les auteurs d'"*actes de sabotage*" à Aly, un village chiite près de Manama, a indiqué vendredi le ministère de l'intérieur cité par l'agence officielle BNA.

## **Un article de libération.fr du 10 septembre**

### **Le ministre allemand des Finances prédit une faillite de la Grèce**

Le ministre allemand des Finances, Wolfgang Schäuble, se prépare à une faillite de la Grèce, affirme l'hebdomadaire allemand der Spiegel à paraître dimanche.

Selon le journal, les fonctionnaires du ministère ont élaboré deux scénarios: dans un premier cas, la Grèce garde l'euro, dans le second elle réintroduit la drachme.

Un porte-parole du ministère allemand des Finances n'était pas immédiatement joignable pour commentaire.

Dans les scénarios développés par Berlin, le Fonds européen de stabilité financière (FESF) devrait jouer un rôle clé.

Seraient proposées des lignes de crédit préventives censées porter secours à l'Espagne et l'Italie, au cas où les investisseurs ne voudraient plus payer après une faillite de la Grèce.

Les banques de nombreux pays européens devraient également nécessiter les aides du fonds.

## Un article de 20minutes.fr du 11 septembre

### Denis Kessler: «Nous n'avons plus de munitions», la zone euro peut exploser

Le PDG du réassureur Scor, Denis Kessler estime qu'une explosion de la zone euro ne peut désormais être exclue et que les dirigeants mondiaux ont perdu un temps précieux pour lutter contre la crise, qui peut encore s'aggraver, alors qu'ils sont démunis pour la combattre.

#### Urgence

Une explosion de la zone euro «n'est malheureusement plus impossible, car la crédibilité des solutions proposées est entamée», analyse Denis Kessler, dans un entretien que publie lundi le quotidien Les Echos.

Pour l'ancien vice-président du patronat français, il faut désormais agir «d'urgence».

«Au rythme actuel, les opinions publiques des pays les plus forts de la zone euro vont devenir hostiles à la monnaie unique», craint-il. «En France, le sauvetage de la Grèce représente 40 milliards d'engagements supplémentaires pour notre pays», relève-t-il. Pour Denis Kessler, les dirigeants mondiaux ont fait une erreur d'analyse en cherchant à sortir de la crise par une relance keynésienne classique.

#### Perte de temps

«On s'est trompé sur la posologie», en recourant à l'augmentation massive de la dette et de la création monétaire, selon lui. «Résultat: alors que la crise pourrait à nouveau s'aggraver, nous n'avons plus de munitions et avons perdu un temps précieux».

En une pique dirigée envers l'actuelle président du Medef Laurence Parisot, qui avait dénoncé une campagne contre la zone euro orchestrée outre-Atlantique, Denis Kessler estime «inutile de chercher des boucs émissaires».

«La paranoïa n'est pas une variable économique», note-t-il, même s'il admet que la crise actuelle marque une «redistribution entre les zones économiques et les zones monétaires du globe».

## Un article du monde.fr du 12 septembre

### En Algérie, le gouvernement lance une série de réformes politiques

Le gouvernement algérien a donné lundi 12 septembre son feu vert à l'ouverture de l'audiovisuel, à la dépenalisation du délit de presse et à une nouvelle loi sur les partis politiques. Le président Abdelaziz Bouteflika avait promis en avril une série de réformes politiques en réponse à une vague de contestation dans le pays, dans la foulée des révoltes arabes.

Selon un communiqué du conseil des ministres, réuni dimanche et lundi autour du chef de l'Etat, le gouvernement a adopté un projet de loi sur l'information ouvrant à la concurrence le secteur de l'audiovisuel, mettant ainsi un terme au monopole de l'Etat. Le texte prévoit également la création d'une autorité de régulation des médias audiovisuels. Une loi spécifique relative à l'audiovisuel viendra compléter la régulation dans ce domaine.

Le gouvernement a également approuvé un projet de loi prévoyant une dépenalisation du délit de presse, principale revendication des journalistes depuis les années 1990. Ce texte 'exclut toute peine privative de liberté' et limite ses dispositions pénales aux seules infractions directement liées à l'activité de presse.

Selon le communiqué du conseil des ministres, le gouvernement a également adopté un projet de loi fixant des règles pour assurer la transparence dans le financement des partis politiques et pour la lutte contre toute forme de corruption dans la vie politique. Le texte prévoit également 'des dispositions à même de prévenir la réédition de la tragédie nationale', en référence à la décennie noire des violences islamistes.

## **Un article du monde.fr du 13 septembre**

### **Nouvelle poussée de la pauvreté aux Etats-Unis en 2010**

La pauvreté a continué de progresser aux Etats-Unis en 2010, où le taux de personnes vivant sous le seuil de pauvreté a atteint 15,1 % l'an dernier, son plus haut niveau depuis 1993, a indiqué le Bureau du recensement.

En termes absolus, 46,2 millions de personnes vivaient 'dans la pauvreté' en 2010. Il s'agit du plus grand nombre de pauvres jamais atteint depuis le début de la publication de ce rapport, il y a cinquante-deux ans. Le Bureau du recensement précise que le seuil de pauvreté correspondait en 2010 à un revenu annuel de 22 314 dollars (environ 16 400 euros) pour un foyer comptant quatre personnes.

Le revenu médian réel par ménage a reculé de 2,3 % par rapport à 2009, pour s'établir à 49 455 dollars par an (environ 36 360 euros), ajoute le Bureau dans son rapport annuel sur la pauvreté et les revenus. Depuis 2007, il a reculé de 6,4 %, et il est désormais inférieur de 7,1 % à son niveau de 1999, où il avait atteint un pic.

Le ministère de l'agriculture états-unien avait déjà indiqué en août que près de 46 millions d'Américains, soit 15 % de la population, vivait en avril 2011 grâce à des bons alimentaires. Ce chiffre record a augmenté de 2,5 % entre mai 2010 et avril 2011.

## **Un article de Reuters du 14 septembre**

### **L'économie mondiale en zone de danger, juge Robert Zoellick**

Le monde est entré dans une nouvelle zone de danger du point de vue économique et les grandes puissances doivent agir, a déclaré mercredi le président de la Banque mondiale Robert Zoellick.

"Si l'Europe, le Japon et les Etats-Unis ne font pas aussi face à leur responsabilités, ils s'affaibliront non seulement eux-mêmes mais affaibliront aussi l'économie en général", a-t-il dit, selon le texte d'un discours à l'université George Washington.

"Ils ont différé pendant trop longtemps les décisions difficiles, réduisant les choix qui restent à quelques choix difficiles", a-t-il ajouté.

La Banque mondiale et le Fonds monétaire international tiennent leurs assemblées générales la semaine prochaine à Washington. Les discussions porteront sur la crise de la dette dans la zone euro et sur le dossier grec.

Selon Robert Zoellick, les pays européens se cachent la difficile vérité au sujet de leurs responsabilités communes, le Japon s'est abstenu des réformes économiques et sociales nécessaires et la bataille politique aux Etats-Unis assombrit les efforts pour réduire un déficit budgétaire record.

De la même façon que ces pays ont appelé la Chine à être un acteur mondial responsable en tant que puissance économique montante, eux aussi doivent agir de façon responsable face à leurs problèmes économiques.

"Le temps du désordre est terminé", a déclaré Robert Zoellick.

"Si nous n'anticipons pas les événements, si nous ne nous adaptons pas au changement, si nous ne nous élevons pas au-dessus des tactiques politiques à court terme ou si nous ne reconnaissons pas que le pouvoir va de pair avec la responsabilité, nous dériferons dans des courants dangereux."

## **Un article du monde.fr du 14 septembre**

### **Des milliers d'Espagnols manifestent contre les coupes budgétaire dans l'éducation**

Des milliers de parents, professeurs et élèves ont manifesté mercredi 14 septembre à Madrid à l'appel de plusieurs syndicats de l'éducation contre les coupes budgétaires dans le secteur.

'Non aux coupes budgétaires ! Non à la privatisation', 'L'éducation n'est pas un coût, c'est un investissement', clamaient des banderoles en tête du cortège, dénonçant les mesures adoptées par la région de Madrid et par le gouvernement pour réduire les déficits. 'École publique de tous pour tous', pouvait-on lire sur les tee-shirts verts portés par de nombreux manifestants.

Le gouvernement de la région de Madrid a demandé aux professeurs du secondaire de donner deux heures de cours hebdomadaires supplémentaires de manière à limiter les dépenses en embauchant moins de professeurs intérimaires. Dans le même temps, le gouvernement socialiste, dans un effort d'austérité pour réduire les déficits du pays et faire face à la crise de la dette qui secoue la zone euro, a appliqué mi-2010 une baisse de 5 % en moyenne du salaire des fonctionnaires et a gelé les retraites. L'ensemble des syndicats du secteur ont également prévu des grèves dans l'enseignement secondaire à Madrid les 20 et 21 septembre.

## Un article d'AP du 15 septembre

### Tunisie: adoption d'une déclaration sur la transition démocratique

Douze partis membres de la haute instance chargée des réformes politiques en Tunisie ont signé jeudi un important document, intitulé "Déclaration sur le processus de transition", destiné à faire aboutir dans des conditions favorables l'échéance électorale du 23 octobre prochain.

Les Tunisiens sont appelés dans un peu plus d'un mois à élire une assemblée constituante pour remplacer celle en vigueur sous le régime de l'ancien président Zine el Abidine ben Ali, plusieurs fois amendée sur mesure.

Dans ce document, les partis signataires, dont le mouvement islamiste Ennahdha et le parti démocratique progressiste (PDP) donnés favoris par les sondages d'opinions, s'engagent à faire en sorte que la date des élections soit irréversible.

Ils s'accordent, en outre, pour que le mandat de la future constituante, objet d'une vive polémique sur la scène politique, ne dépasse pas une année.

Selon ses partisans, la limitation de la durée du mandat de la constituante vise à mettre en place, dans un délai raisonnable, des institutions issues du suffrage universel et à mettre fin au plus tôt à l'instabilité, facteur de dérives sécuritaires notamment.

Isolé, le Congrès pour la république (CPR), une formation dirigée par le Dr Moncef Marzouki, absent lors de la cérémonie de signature du document, suggérait, lui, un mandat étalé jusqu'à quatre ans.

La déclaration comporte par ailleurs un engagement à un code de conduite des partis et des candidats pour se conformer au respect des concurrents et assurer la neutralité des lieux de prière, ainsi que des établissements éducatifs et administratifs, pour qu'ils ne servent pas d'espaces de propagandes électorales: un clin d'oeil à Ennahdha entre autres.

Elle prône un concept souple pour le transfert des pouvoirs directement après l'élection de l'assemblée constituante. Les fonctions du président intérimaire et du gouvernement transitoire actuels devront prendre fin aussi tôt que l'assemblée aura élu un nouveau président et qu'un nouveau gouvernement aura été mis en place.

Initiateur du document, le président de la haute instance, le juriste Yadh Ben Achour, a fait valoir que "l'entente est le seul moyen de progresser, surtout que le pays passe par une période transitoire difficile".

La présidente du PDP, Maya Jribi, a quant à elle salué l'adoption de cette feuille de route, la qualifiant de "moment historique, malgré nos divergences".

## Un article du monde.fr du 15 septembre

### La nouvelle taxe immobilière suscite un tollé en Grèce

Dans un pays où le taux de propriétaires est l'un des plus élevés d'Europe (plus de 70 %) et l'évasion fiscale un sport national, l'annonce d'une nouvelle taxe sur la propriété immobilière, dont le montant augmente de jour en jour et dont seront exemptés églises et clubs de foot amateurs, suscite une vague de réprobation, alors que la récession et les déficits s'aggravent. La nouvelle taxe aura un taux variable en fonction de l'usage, de la taille et de la zone où se situe le bien immobilier.

Il y a "pour 2011 un manque à gagner d'environ 2 milliards d'euros, qui doit être comblé", et "la seule mesure efficace est une taxe spéciale sur la propriété immobilière", avait annoncé le ministre des finances, Evángelos Vénizélos, dimanche en direct à la télévision, souhaitant rassurer quant aux capacités de la Grèce à combler le dérapage de ses comptes publics. Le jour où elle a été annoncée, son taux maximum devait être de 10 % par mètre carré, mais sous la pression des créanciers du pays, il a été remonté à 16 %. Elle doit être perçue "immédiatement" via les factures d'électricité, avec coupures de courant à la clé pour ceux qui ne paieront pas.

#### "GROS LARCIN"

"Le gros larcin" titrait *Eleftherotypia* (gauche) pour désigner la nouvelle taxe qui vise à combler un trou de 2 milliards d'euros. "Fraude et insensibilité pour cette extorsion sur l'immobilier", titrait également à la "une" *Eleftheros Typos* (droite).

"Je n'en croyais pas mes yeux en lisant le communiqué ministériel", a commenté Vangélis Abeliotis, un comptable, à la radio Flash, jeudi matin. Selon lui, une famille possédant un appartement devra payer 1 000 euros en moyenne, une pression de plus avec la hausse de la TVA, l'inflation et de probables coupes salariales. "C'est une honte de laisser l'Eglise en dehors de cette mesure", a déploré la députée Pasok (socialiste), Soula Merentiti, dans le quotidien *Ta Néa*, qui titrait "La nouvelle taxe, un choc" pour les contribuables.

L'immobilier est un investissement traditionnel en Grèce, qui fournit des revenus d'appoint qui servent de base de laine et de protection sociale pour une grande partie de la population. Le premier ministre, Georges Papandréou, a chiffré, dimanche, à 400 milliards d'euros la propriété immobilière des Grecs alors que la dette publique est de 350 milliards d'euros. La nouvelle taxe a été décidée à la suite des pressions des créanciers du pays, l'UE et le FMI, pour qu'il accélère les réformes et respecte les objectifs budgétaires de réduction du déficit et de la dette, conditions pour qu'ils poursuivent leur aide financière.

Le taux de chômage en Grèce a poursuivi sa hausse au deuxième trimestre 2011, à 16,3 % contre 11,8 % un an plus tôt et 15,9 % au premier trimestre 2011, a indiqué jeudi l'Autorité des statistiques grecques (ESA) selon laquelle, les 15-29 ans sont la catégorie la plus touchée. Cette envolée du chômage s'est amorcée début 2010, quand la débâcle financière du pays et la rigoureuse cure d'austérité ont aggravé la récession commencée dès 2009.

## Un article de Reuters du 15 septembre

### Le FMI appelle à des mesures radicales contre la crise

Christine Lagarde, directrice générale du Fonds monétaire international (FMI) a exhorté jeudi les pays développés à prendre des mesures radicales pour casser le cercle vicieux d'une faible croissance et d'un endettement élevé qui menace l'économie mondiale.

"Sans des mesures collectives et radicales, il existe un vrai risque pour que les économies majeures ne retournent en arrière au lieu d'avancer", dit-elle dans un discours avant des réunions du FMI et de la Banque mondiale.

Christine Lagarde a ajouté que la croissance économique mondiale ralentissait, les pays développés étant pour leur part confrontés à une "reprise anémique et cahotique".

D'après la directrice générale du FMI, les effets négatifs d'une croissance économique atone et ceux de comptes publics fragilisés dans les nations développées s'auto-alimentent, ce qui provoque une crise de confiance pesant à son tour sur la demande, l'investissement et l'emploi.

"Ce cercle vicieux gagne en ampleur et, franchement, il a été exacerbé par l'indécision et les dysfonctionnements politiques", souligne Christine Lagarde.

Les propos de la directrice générale font écho à ceux de responsables du très influent Comité économique et financier chargé de préparer le programme des discussions entre les ministres des Finances de l'Union européenne.

Ce comité appelle à un renforcement du capital des banques, tout en prévenant qu'une "crise systémique" de la dette souveraine affectait les établissements bancaires et faisait planer la menace d'une nouvelle crise du crédit.

Dans des documents préparés par ces responsables en vue de la réunion Ecofin des 16 et 17 septembre, que Reuters a pu consulter mercredi, il est fait mention d'un "risque de cercle vicieux entre la dette souveraine, le financement des banques et la croissance négative", qui pourra provoquer un gel du crédit.

## Un article du moinde.fr du 16 septembre

### Des ouvriers métallurgistes séquestrent leurs patrons

Des salariés en colère retiennent depuis vendredi 16 septembre, au matin, cinq responsables de Constellium sur le site de Ham (dans l'est de la Somme), où le groupe de transformation d'aluminium veut supprimer 127 postes sur 200. Ils menaçaient de les séquestrer durant tout le week-end.

Profitant d'une visite du président de cette activité pour le monde, Paul Warton, en compagnie du directeur pour la France, Hervé Pelcerf, les salariés de ce site de production de profilés en aluminium (cadres de fenêtres, barres et structures), ont bouclé le site vendredi matin vers 10 heures.

*"On les a laissés venir, tous les outils de production tournaient quand M. Warton est venu nous voir", raconte Benoît Merelle, délégué syndical CFTC, majoritaire. "A ce moment-là, tous les salariés qui avaient commencé à 6 heures ont arrêté de travailler pour demander des explications sur le plan social", ajoute-t-il.*

### LES DIRIGEANTS VONT PASSER "UN PETIT WEEK-END EN PICARDIE"

Mais les arguments de la direction, assignée par la CGT en référé pour plusieurs points du plan social que le syndicat juge illégaux, ont suscité la colère. *"On s'est rendu compte qu'on était arrivés à un point de rupture, explique Frédéric Dagnicourt, délégué CGT. Du coup on a décidé de fermer les grilles de l'usine après que les cadres dirigeants sont retournés dans les bureaux."*

Le directeur industriel, le responsable de la production, ainsi que la directrice des ressources humaines du site sont également retenus dans l'enceinte de l'usine, a confirmé Nicolas Brun, le directeur de la communication de Constellium, détenu à 51 % par le fonds Apollo, à 31 % par Rio Tinto et à 10 % par le Fonds stratégique d'investissements (FSI).

Les salariés, qui prévoient de se relayer pendant la nuit, montent la garde devant l'entrée, brûlant des palettes malgré de fortes rafales de vent. Une dizaine de gendarmes, ainsi que les gardes du corps de M. Warton, patientent à proximité.

*"Notre direction est gardée bien au chaud dans les bureaux. Ils vont avoir le temps de réfléchir à l'avenir du site, puisqu'il est évident que nous ne sommes pas du tout d'accord à ce sujet. Je pense qu'ils vont passer un petit week-end en Picardie", commente M. Merelle.*

### "LE SITE CONTINUERA À VIVRE", ASSURE LA DIRECTION

Les syndicats craignent que le plan social, qui prévoit la mise à l'arrêt d'une des deux presses à aluminium, ne soit qu'*"une fermeture déguisée"* avant de définitivement mettre la clé sous la porte, l'an prochain.

La direction réfute. *"Le site de Ham a perdu 14 millions d'euros sur les trois dernières années, on ne pouvait donc continuer comme ça, mais le site continuera à vivre avec une presse et 80 personnes, comme dans notre usine en Allemagne. M. Warton était justement venu pour expliquer les investissements complémentaires qu'on va faire", assure M. Brun.*

Les salariés, qui dénoncent un *"massacre industriel"*, font remarquer que la nouvelle presse, achetée il y a deux ans, rencontre de nombreux problèmes et n'a toujours pas atteint sa capacité de production prévue, faute de moyens.

Le gâchis est d'autant plus grand selon eux qu'un plan de reprise alternatif pour les trois sites de production de profilés de Constellium en France — à Ham, Nuits-Saint-Georges (Côte-d'Or) et Saint-Florentin (Yonne) — avait suscité l'intérêt d'un fonds d'investissement. La direction n'avait pas donné suite.

Le plan social avait été annoncé en février par Constellium, ex-Alcan EP, lui-même héritier de l'ancien fleuron industriel français Pechiney.

## Un article de Reuters du 17 septembre

### Désaccords entre Européens et Geithner sur la crise

De fortes divergences de vues sur la gestion de la crise de la dette se sont matérialisées vendredi entre Européens et Américains.

Lors d'une réunion cruciale des ministres des Finances de la zone euro, à laquelle avait été exceptionnellement invité le secrétaire d'Etat américain au Trésor Timothy Geithner, l'Allemagne s'est refusée à engager plus de fonds publics pour soutenir la zone euro, comme l'y invitait ce dernier.

A son tour, Timothy Geithner a exclu une taxe sur les transactions financières, pourtant appelée de leurs vœux par les poids lourds de la monnaie unique.

L'échange entre Timothy Geithner et son homologue Wolfgang Schäuble a été rapporté à quelques journalistes par la ministre autrichienne des Finances, Maria Fekter.

"Il a insisté sur le fait que plus de fonds étaient nécessaires afin d'éviter que le système (financier) se trouve en difficulté. (Wolfgang) Schäuble lui a répondu qu'il était très improbable qu'il soit possible de faire peser ce fardeau sur les contribuables, en particulier si ce fardeau est imposé principalement aux pays AAA", a-t-elle expliqué.

"Dans ces pays, il y a un désir de mettre en oeuvre une taxe sur les transactions financières (...) Il (Geithner) l'a exclu", a-t-elle ajouté.

"Je trouve bizarre qu'alors même que les Américains ont des fondamentaux bien plus mauvais que ceux de la zone euro, ils nous disent ce qu'on doit faire et que lorsque nous leur faisons une suggestion, ils disent non immédiatement (...) J'aurais espéré que lorsqu'ils nous disent comment ils voient le monde ils écoutent ce que nous avons à leur dire", a-t-elle insisté.

Lors de la conférence de presse postérieure à la réunion de l'Eurogroupe, son président, Jean-Claude Juncker, a lui aussi apporté une fin de non recevoir aux demandes américaines de mettre un frein à l'austérité.

"Nous ne voyons au sein de la zone euro aucune marge de manoeuvre qui nous permette de mettre en oeuvre un nouveau plan de relance", a-t-il déclaré.

### "PROPOS INCONSIDÉRÉS"

Un débat est à l'oeuvre au sein de la zone euro et entre Européens et Américains sur la nécessité ou non de mettre un frein à la politique d'austérité, alors que la reprise économique est en phase de décélération brutale.

Selon plusieurs sources, la visite éclair de Timothy Geithner en Europe était destinée à défendre le principe de la relance et s'assurer que la zone euro disposait de la volonté et des outils nécessaires pour gérer la crise.

Il a appelé les gouvernements et les banques centrales à travailler ensemble et à éviter les "propos inconsidérés" sur le démantèlement de la zone euro.

Selon plusieurs sources de haut rang, il a par ailleurs plaidé pour l'utilisation d'un effet de levier pour démultiplier la capacité d'intervention du fonds "zone euro", le FESF.

Celle-ci est actuellement de 440 milliards d'euros mais cette somme pourrait s'avérer trop faible lorsque les nouveaux pouvoirs du fonds de recapitaliser les banques et racheter de la dette souveraine entreront en vigueur cet automne.

Jean-Claude Juncker a nié l'existence d'une telle discussion entre les ministres européens et leur homologue américain.

"Nous ne discutons pas de l'augmentation de la taille du FESF avec des pays non membres de la zone euro", a-t-il dit.

Une source de haut rang a toutefois indiqué que cette possibilité était envisagée vendredi après-midi.

L'Allemagne et d'autres pays avaient jusqu'à maintenant rejeté une augmentation pure et simple de la taille du fonds et les parlements nationaux doivent encore ratifier les nouveaux pouvoirs du FESF décidés lors du sommet européen du 21 juillet.

## PLAN GREC

Alors que la réunion a également été l'occasion de se pencher sur le dossier grec, plusieurs sources proches du dossier ont indiqué vendredi que la participation du secteur privé au second plan d'aide à Athènes était proche de 75%.

Athènes a indiqué souhaiter une proportion de 90% de créanciers qui acceptent une décote de 21% sur leurs avoirs en dette souveraine grecque dans le cadre du programme d'échange de titres de l'ordre de 150 milliards d'euros.

Interrogé à Wroclaw sur les engagements des banques françaises, le ministre de l'Economie François Baroin les a chiffrés au delà de ce seuil de 90%.

"On peut dire que nous sommes, s'agissant des positions des établissements bancaires français qui ont des positions en Grèce, que l'on est à plus de 90% de l'accord, ce qui est considérable", a dit le ministre à la presse.

Plus tôt, son homologue belge Didier Reynders avait suggéré que le FESF pourrait être utilisé pour compenser ce manque de participation du secteur privé.

"C'est l'une des solutions possibles. Si le secteur privé ne prend pas ses responsabilités, il faudra bien que quelqu'un le fasse", a-t-il dit à Reuters, en référence aux gouvernements de la zone euro.

## Un article du monde.fr du 19 septembre

### Les républicains ne veulent pas de la taxe Buffet

Barack Obama, devrait annoncer, lundi 19 septembre, de nouvelles mesures de réduction du déficit public pour un montant de 3 000 milliards de dollars, incluant la création d'une taxe sur les riches Américains aux revenus supérieurs au million de dollars. Une taxe, qui porterait le nom de Warren Buffet, le célèbre milliardaire, qui s'était inquiété, dans une tribune publiée par le *New York Times*, de voir les classes moyennes plus taxées que les riches fortunés.

Cette dernière proposition soulève l'opposition farouche des républicains, symptôme du climat fébrile dans lequel le plan de réduction du déficit public du président Obama sera examiné, à l'approche de la bataille électorale de 2012. Sur CNN, le sénateur Lindsay Graham dénonce "*une manœuvre politicienne*", génératrice d'une nouvelle "*guerre des classes*".

Sur Fox News, un élu républicain, Paul Ryan, craint lui, de voir taxer ceux qui sont à l'origine des investissements et des créations d'emploi. Dans le *Washington Post*, John Boehner, l'actuel chef de la Chambre des représentants, est lui aussi vent debout contre une telle mesure.

Pour l'éditorialiste du *Wall Street Journal*, John D. McKinnon, taxer les riches ne servirait à rien puisque cela ne rapporterait que 19 milliards de dollars par an. Sur NBC, Mitch McConnell, le leader de l'opposition républicaine au Sénat, rappelle lui qu'une telle idée avait déjà été rejetée, et par des démocrates notamment.

A la lecture des réactions des élus républicains, la mesure semble donc mort-née. Seules embellies pour Barack Obama, il a reçu le soutien Bill Clinton et de Warren Buffet. Sur CBS, l'ancien président démocrate des Etats-Unis trouve logique de taxer les hauts revenus, "*grands gagnants de la dernière décennie, par rapport aux classes moyennes et défavorisées*", selon lui. De son côté, le milliardaire a d'ores et déjà déclaré, à Fox News, qu'il soutient le président américain dans cette direction et se réjouit de voir son patronyme associé à cette mesure.

## Un article d'AP du 19 septembre

### **Espagne: le chef de l'opposition conservatrice veut réduire le taux d'imposition des sociétés. (20.09)**

Le leader de l'opposition conservatrice espagnole, Mariano Rajoy, a affirmé lundi qu'il diminuerait le taux d'imposition des sociétés pour encourager les entrepreneurs et faire baisser le taux de chômage, qui s'élève actuellement à 21%, s'il devient le chef du prochain gouvernement en novembre.

Le Parti populaire de Mariano Rajoy est largement favori des élections législatives qui doivent avoir lieu le 20 novembre en Espagne. Jusqu'à maintenant, il était resté très discret sur les mesures économiques qu'il prendrait, et il commence à dévoiler ses propositions.

Mariano Rajoy a déclaré lundi, dans un entretien radiophonique, qu'il réduirait le taux d'imposition des petites et moyennes entreprises de cinq points. La grande majorité des entreprises espagnoles entre dans ces catégories. M. Rajoy a également dit que les bénéfices des entreprises utilisés pour créer des emplois seraient taxés à un taux moindre.

Il a toutefois annoncé qu'il laisserait l'impôt sur le revenu et la TVA à leur niveau actuel, même s'il a critiqué le gouvernement socialiste de José Luis Rodríguez Zapatero quand il a augmenté la TVA il y a un an.

Stimuler l'esprit d'entreprise dans un pays qui se bat pour retrouver une croissance économique importante après près de deux ans de récession est essentiel, a déclaré Mariano Rajoy.

*"Il faut créer des emplois, sinon nous allons avoir un gros problème"*, a précisé M. Rajoy, qui a brigué le poste de chef du gouvernement en 2004 et 2008, et qui a perdu les deux fois.

Il a aussi critiqué le projet du gouvernement visant à rétablir l'impôt sur la fortune, qualifiant cet impôt d'"absurde". Il a aussi assuré que la promesse du gouvernement de créer 300.000 emplois *"falsifiait la réalité"*.

Il a également affirmé que l'Espagne continuerait à connaître des temps difficiles, même si le gouvernement change de mains, après avoir été dirigé pendant huit ans par José Luis Rodríguez Zapatero. *"Personne n'a une baguette magique"*, a-t-il souligné.

Selon les derniers sondages, Mariano Rajoy devance largement son adversaire socialiste, Alfredo Perez Rubalcaba, dans les intentions de vote.

## Un article du monde.fr du 21 septembre

### En Inde, la pauvreté commence à moins de 0,38 euro par jour. (23.09)

La commission économique au plan en Inde a affirmé qu'un villageois gagnant au moins 0,38 euro par jour n'était pas pauvre et ne pouvait, de facto, bénéficier d'aides sociales. Quiconque vivant avec un salaire supérieur à ce seuil peut subvenir à ses besoins en '*nourriture, éducation et santé*', a assuré l'organisme. Un chiffre contesté par les experts, et bien en deçà du seuil fixé par la Banque mondiale.

Les personnes ayant un salaire quotidien de 25 roupies (0,38 euro) à la campagne et de 32 roupies (0,48 euro) en ville ne devraient pas pouvoir bénéficier des plans d'aide gouvernementaux, a indiqué la commission au plan dans une note adressée mardi 20 septembre à la Cour suprême.

Cette recommandation de la commission au plan était une réponse à une requête de la Cour suprême concernant une réactualisation des chiffres du seuil de pauvreté en Inde dans un contexte d'envolée des prix fragilisant encore davantage les plus défavorisés. Les derniers chiffres du seuil de pauvreté, fondés sur des niveaux de prix datant de 2004-2005, étaient de 19 roupies par jour pour un citadin et de 15 roupies pour un villageois.

La révision proposée par la commission au plan et approuvée par le cabinet du premier ministre, Manmohan Singh reste néanmoins bien loin du seuil de pauvreté de 0,91 euro fixé par la Banque mondiale. Le chiffre réactualisé a été contesté par des experts qui y voient une tentative gouvernementale de réduire artificiellement le nombre de pauvres. Selon la commission au plan, environ 360 millions de personnes, soit plus d'un tiers de la population, de 1,2 milliard d'habitants, bénéficient actuellement d'aides alimentaires.

Commentaire.

Les écarts de salaire sont très importants d'un Etat à un autre, entre la ville et la campagne, entre salariés journaliers ou payés à la journée et salariés mensualisés. Il n'existe pas de "Smic" en Inde. A Pondichéry, dans le sud de l'Inde, le salaire minimum se situe entre 3 000 et 5 000 roupies environ selon la qualification et l'expérience, donc entre 100 et 165 roupies par jour. Il est impossible de se loger à moins de 2 ou 3 000 roupies pour une famille de deux personnes avec un ou deux enfants, du coup les familles qui ne sont pas propriétaires s'entassent dans des logements exigus, crasseux, étouffants, invivables quoi. Souvent dans un ménage, un seul travail pour nourrir au minimum deux adultes et deux enfants. Si l'on divise le salaire minimum par 4 cela donne entre 25 et 45 roupies par jour et par personne.

## Un article du monde.fr du 21 septembre

### 5 500 collectivités locales concernées par les emprunts toxiques en France. (23.09)

Communes, départements, régions, hôpitaux : 5 500 collectivités locales et établissements publics français ont souscrit des emprunts toxiques, selon un document confidentiel de la banque Dexia, rapporte Libération, mercredi 21 septembre. Des informations déjà révélées par Le Monde en juin 2010.

Le quotidien s'est procuré *"un fichier confidentiel de la banque Dexia crédit local (DCL) qui recense les 5 500 collectivités locales et établissements publics ayant souscrit les fameux "prêts toxiques" entre 1995 et 2009". "Ce listing ... atteste qu'au plus fort de la bulle DCL avait distribué pour 25 milliards d'euros à ses clients", ajoute Libération, qui souligne que, "selon l'estimation faite par la banque, le surcoût de ces emprunts était évalué à 3,9 milliards d'euros à la fin 2009". "Ce qui veut dire que les collectivités devraient payer une pénalité de cet ordre", précise-t-il.*

Le document de Dexia *"montre que tout le monde est concerné : collectivités de droite comme de gauche, grandes communautés urbaines comme petites villes"*, souligne-t-il.

Le quotidien cite l'exemple d'Antibes, *"qui avait emprunté 60 millions, paierait 21 millions en plus de cette somme". "Le département de la Loire réglerait, lui, une ardoise de 22 millions en sus des 96 millions de prêts toxiques, et l'hôpital de Dijon devrait s'acquitter de 31 millions d'intérêts pour un emprunt toxique de 111 millions"*, écrit encore Libération.

Parmi les mécanismes de ces emprunts toxiques, le quotidien cite les emprunts pour partie à taux fixe et pour partie à taux variable *"qui est, par exemple indexée sur la parité euro-franc suisse". "Quand la parité passe au-dessous d'un certain seuil, les taux augmentent en proportion, précise Libération. Avec la crise de l'été... à cause de la hausse du franc suisse, de nombreuses communes ont vu leur taux d'intérêt passer à 10 ou 15 %."*

*"L'addition pourrait encore grimper avec des prêts qui courent jusqu'en 2025 ou 2030", souligne Libération, qui conclut que "ces emprunts toxiques n'ont pas fini de pourrir la vie des collectivités. Et des contribuables, sur qui pèse une double menace : l'augmentation des impôts locaux et un déficit de services publics".*

## Un article de Reuters du 22 septembre

### La Fed au secours de l'économie américaine. (23.09)

La Réserve fédérale américaine a avancé ses pions pour venir au secours d'une activité économique aux Etats-Unis en perte de vitesse, avec à la fois des mesures visant à faire pression sur les taux d'intérêt à long terme et un soutien au secteur immobilier.

Evoquant de "*significatifs*" risques baissiers pesant sur l'économie américaine, la Fed a ainsi dit qu'elle lancerait un nouveau programme de 400 milliards de dollars visant à renforcer la part des titres à long terme dans son portefeuille d'actifs de 2.850 milliards de dollars.

La Fed a également dit qu'elle réinvestirait le produit de crédits immobiliers et d'autres actifs dans le marché des crédits immobiliers, ce qui montre que les conditions dans ce segment de l'économie restent très déprimées.

Après être brièvement repassés dans le vert après les annonces de la Fed, les principaux indices ont creusé leurs pertes, les investisseurs retenant surtout l'appréciation peu optimiste de la conjoncture américaine.

*"Les derniers indicateurs économiques suggèrent une faiblesse persistante des conditions sur le marché du travail et le taux de chômage reste élevé"*, précisé la Fed dans un communiqué à l'issue de sa réunion de comité de politique monétaire qui a duré deux jours.

*"Il y a des risques baissiers significatifs pesant sur les perspectives économiques, dont les tensions sur les marchés financiers mondiaux."*

Avec un taux de chômage de 9,1% aux Etats-Unis et une crise de la dette de la zone euro qui menace la fragile reprise économique mondiale, des responsables de la Fed avaient déjà laissé entendre que la banque centrale tâcherait d'empêcher l'activité des Etats-Unis de ralentir encore davantage.

Et ce d'autant plus que les taux d'intérêt à court terme sont proches de zéro et que le bilan de la Fed a été lesté par des achats de titres de dette pour plus de 2.000 milliards de dollars sans effets concluants sur l'économie pour l'instant.

La Fed va racheter, d'ici la fin juin 2012, 400 milliards d'emprunts du Trésor d'une maturité allant de six ans à 30 ans. Sur cette période, elle va céder un montant équivalent d'obligations à maturité de trois ans et moins.

Cette action est comparable à celle conduite dans les années 60 et baptisée alors "*Opération Twist*".

Soulignant que la croissance économique allait rester faible, la Réserve fédérale, qui a maintenu ses taux directeurs à entre 0% et 0,25%, a réaffirmé que ces taux resteront exceptionnellement bas jusqu'à la mi-2013.

La croissance américaine a été de 1,0% en rythme annuel au premier semestre et les représentants de la Fed ont annoncé une révision à la baisse de leurs prévisions économiques.

## Un article du figaro.fr du 22 septembre

### La colère gronde de plus en plus fort en Grèce. (23.09)

Le premier ministre appelle les Grecs à faire un effort supplémentaire pour justifier les nouvelles mesures d'austérité du gouvernement, mais la fronde sociale s'amplifie dans le pays.

Le premier ministre Georges Papandréou a, jeudi, une nouvelle fois, appelé les Grecs à «faire encore un effort». Au Parlement où il rencontrait les députés de la région des îles ioniennes et de la Crète, il a reconnu que «dans un climat international très dur et défavorable» il était inévitable de donner un nouveau tour de vis pour «garantir les décisions importantes du 21 juillet qui accordent à la Grèce un nouveau paquet de sauvetage et allègent la dette».

Mais deux jours après l'annonce des nouvelles mesures d'austérité, les Grecs accusent difficilement le coup. Pour pouvoir obtenir le sixième versement du prêt des 110 milliards d'euros, soit 8 milliards d'euros, le gouvernement a dû s'en prendre cette fois-ci directement aux foyers : réduction de 20 % sur les retraites supérieures à 1200 euros par mois, 30.000 fonctionnaires placés en chômage technique et abaissement du seuil de non-imposition à 5000 euros par an.

Pour Thanassis, enseignant au collège, la situation est devenue intenable. «Depuis dix-huit mois, on se réveille tous les matins, avec une boule au ventre en attendant le prochain couperet», déplore-t-il. Jusqu'à présent, Thanassis ne participait pas aux mouvements de grève, mais, cette fois, il est à bout : «Mon épouse ne gagne que 400 euros par mois et devra à présent être imposée. Quant à moi, en plus de la diminution de mes revenus, on m'impose une nouvelle taxe de solidarité... Je ne pourrai pas la payer, qu'ils m'envoient en prison, ce sera toujours mieux que de se retrouver à la rue.»

#### Grèves en cascade

Jeudi, les rues d'Athènes étaient paralysées par la grève des transports en commun et des taxis, tandis que les enseignants et les employés municipaux leur emboîtaient le pas. Du coup, les Grecs avaient pris leur voiture, contribuant à la constitution d'embouteillages monstres. De leur côté, les contrôleurs aériens ont cessé le travail quatre heures, forçant les compagnies aériennes à annuler ou à reporter des vols. Et ce n'est que le prélude à une fin de mois de septembre et un mois d'octobre qui s'annoncent particulièrement chauds sur le plan social.

Aujourd'hui encore, le pays tout entier sera à nouveau largement privé de transports. Dès mardi prochain, les chauffeurs de taxi ont prévu une deuxième grève de quarante-huit heures, renouvelable. Avant la grève générale nationale prévue le 19 octobre prochain, la Grèce va donc vivre sur un rythme chaotique.

Pour Pavlos Tzimas, analyste politique, le malaise est profond. Il risque même, estime-t-il, de se retourner contre le gouvernement : «Cela ne peut plus durer. Tous les trois mois, on annonce aux Grecs un nouveau paquet de mesures d'austérité. Le gouvernement a surestimé son programme de rigueur et il a sous-estimé le poids de la récession.»

Les milieux d'affaires s'inquiètent tout autant. «Il n'y a pas de boussole, ce gouvernement ne sachant pas où il va», s'insurge Constantinos Michalos qui dirige la Chambre de commerce et d'industrie d'Athènes.

---

## Un article du figaro.fr du 22 septembre

## **Santé, famille : ce qui va changer en 2012. (23.09)**

Le projet de financement de la Sécurité sociale pour 2012 prévoit de rogner sur les indemnités accordées en cas d'arrêts maladie ou encore sur le budget des hôpitaux.

### **Maladie : les indemnités d'arrêt de travail rabaissées**

C'est la principale surprise de ce projet de loi: un nouveau mode de calcul des indemnités en cas d'arrêt maladie. Elles seront désormais équivalentes à 60% du salaire net, au lieu de 50% du salaire brut. De quoi économiser 220 millions par an (sur 6,6 milliards). Le gouvernement présente ce changement comme une... simplification administrative. Il permettra aux entreprises de ne plus communiquer aux organismes sociaux que les salaires nets, qui servent déjà au calcul d'autres prestations (indemnités de congé maternité...), et non plus les salaires nets et bruts, à partir de 2013. Les salariés, eux, retiendront plutôt que cela équivaldra en moyenne à une trentaine d'euros perdus sur un mois complet d'indemnités journalières. Et ce, dès 2012.

### **L'industrie pharmaceutique mettra la main au portefeuille**

Cette fois, les annonces avaient largement été anticipées mais cela ne consolera guère les laboratoires pharmaceutiques: avec les complémentaires santé, ils seront les principaux contributeurs à la baisse du déficit de la branche. Ils subiront 620 millions d'euros de baisses de prix sur les médicaments, 100 millions d'alignement de leurs tarifs sur ceux des génériques, dans les classes de médicaments où ces «copies» se vendent mal, 150 millions de hausse de la taxe sur leur chiffre d'affaires (le taux passera de 1% à 1,6%) qui financera indirectement la formation médicale continue, et 40 millions de relèvement de leur contribution au budget de l'Agence de sécurité sanitaire des produits de santé - qui elle aussi deviendra indirecte. Seuls des médicaments jugés totalement inefficaces par la Haute autorité de santé sont susceptibles d'être remboursés, précise le ministère de la santé, qui ajoute que l'essentiel des produits concernés est déjà connu.

### **Hôpital, médecine de ville : les autres sources d'économies**

Les hôpitaux publics devront économiser 195 millions d'euros en continuant à se réorganiser et à rationaliser leurs achats. Plus polémique, les sommes que leur verse l'Assurance maladie pour certains actes seront réduits de 100 millions et ainsi alignés sur les montants accordés aux cliniques pour les mêmes actes - c'est la poursuite de la «convergence tarifaire», qui doit être totale d'ici 2018. Côté médecine de ville, les médecins se sont déjà engagés à se montrer «raisonnables» sur leurs prescriptions, de façon à économiser 550 millions. Radiologues et laboratoires d'analyses verront leurs tarifs à nouveau réduits (170 millions).

L'ensemble des mesures d'économies doit permettre dépenser 2,2 milliards de moins que ne le voudrait la tendance naturelle, et de tenir ainsi l'objectif d'une hausse de 2,8% «seulement» de l'enveloppe de la branche maladie.

### **Dépassements d'honoraires : dialogue sous pression**

Xavier Bertrand, n'a pas renoncé à une mise en place rapide du «secteur optionnel», ce mécanisme censé résoudre en partie la question des dépassements d'honoraires. Mais les complémentaires santé, sans qui rien ne pourra se faire, rechignent depuis l'alourdissement de leur taxe. Le texte de loi initial ne comportera aucune mesure pour les inciter à changer d'avis ou leur tordre le bras, le ministre de la Santé souhaitant une solution par le «dialogue». Mais un amendement peut toujours surgir au cours du débat parlementaire pour éviter que ce dialogue ne s'enlise...

### **Famille : la CSG s'appliquera aux congés parentaux**

Deux nouveautés en 2012 pour la branche famille: le plafond de revenus pour bénéficier de l'allocation «complément du mode de garde» sera relevé de 40% pour les parents isolés. Et les CAF pourront verser une aide lorsqu'un ex-conjoint ne verse pas en totalité la pension alimentaire fixée par le juge au moment du divorce - jusqu'ici, pour les petites pensions, c'était tout ou rien: l'aide ne pouvait être déblocquée que si la pension alimentaire n'était pas versée du tout. Pas sûr que ces deux dispositions, d'un coût annuel total de 5

millions d'euros, fassent oublier que l'allocation versée lors d'un congé parental (CLCA) sera désormais assujettie à la CSG au taux de 6,2%, comme les pensions de retraite. Cette mesure rapportera, elle, 140 millions. L'Union nationale des associations familiales a déjà dénoncé une «perte sèche» de 100 à 400 euros par an pour 550.000 familles.

## Un article du figaro.fr du 27 septembre

### Consommation : les Français de plus en plus frustrés. (28.09)

Jamais les Français n'ont été aussi pessimistes. Une nouvelle étude dresse une photographie bien sombre de l'état d'esprit de nos concitoyens. A 88 %, ils sont inquiets pour la situation de leur pays. A 76 %, ils le sont aussi pour leur situation personnelle. «*L'opinion décroche sur plusieurs sujets, comme si les Français étaient de plus en plus nombreux à vouloir se tenir à l'écart du système*», estime Vincent Leclabart, patron de l'agence Australie et commanditaire d'un sondage réalisé par TNS Sofres sur les rapports entre publicité et société.

«*On est toujours plus optimiste pour soi que pour le pays* », explique Emmanuel Rivière, directeur du département stratégies d'opinion chez TNS Sofres. Mais là, les courbes de pessimisme convergent dangereusement. Les «*plutôt pessimistes*» et «*pessimistes*» pour leur situation personnelle n'ont jamais été aussi nombreux. Il y a déjà eu deux pics dans la décennie écoulée. En 2005, après le «*non*» au référendum sur le traité constitutionnel européen, et en 2008, en raison des désillusions post-électorales. Mais après la chute de Lehman Brothers, à la rentrée 2008, la crise financière a assombri encore le tableau. Ce qui n'a pas empêché les Français de penser en 2009, consciemment ou non, que le plus dur était passé. Ils ont alors commencé à reprendre espoir. Seulement la crise actuelle de la dette, à un moment où le chômage remonte et où la croissance s'évanouit, refait plonger leur moral.

L'étude liste quatre décrochages. Outre le pessimisme, les Français sont gagnés par un malaise qui touche à la fois leur pouvoir d'achat et leur rapport à la politique et au marketing. «*L'envie de dépenser progresse, mais les moyens font défaut, ce qui crée une frustration*», explique Vincent Leclabart. 56 % des Français déclarent ainsi ne pas gagner assez pour pouvoir vivre comme ils le souhaitent. Plus grave, quatre sur dix déclarent vivre difficilement et 27 % avouent se priver souvent ou en permanence pour des raisons financières.

«*Ces chiffres sont très importants pour un pays développé, souligne Vincent Leclabart. Une frange de la population décroche sérieusement*». Cela, à quelques mois d'échéances démocratiques importantes pour le pays. Mais pour les Français, la vie politique demeure ennuyeuse à 42 %. Et ils ne font pas confiance aux politiques pour redresser la France.

Dans leur univers de consommation aussi, les Français décrochent. Pour la première fois depuis la création de l'étude il y a huit ans, les indifférents et opposants au modèle «*consommatoire*» sont majoritaires (63 %). Si l'amour pour les marques reste stable, les consommateurs pensent que les entreprises roulent pour elles et pas pour leurs clients. «*C'est une question de relation, pas de qualité des produits* », précise Vincent Leclabart. Les Français jugent les marques de plus en plus envahissantes et de moins en moins distrayantes ou convaincantes. Les plus hostiles aux techniques marketing sont ceux qui n'ont plus envie de dépenser, même s'ils en ont les moyens. Un quart des Français seraient ainsi désabusés, quand les plus pauvres sont, eux, des «*désabonnés*», vivant difficilement et n'ayant plus d'envie. L'étude conclut que «*les politiques et les marques ne semblent pas avoir changé de mode relationnel. A une époque où théoriquement chacun a les moyens de s'exprimer, c'est le contraire qui est souvent ressenti*».

Commentaire.

Quand on ne peut plus vivre comme avant...Seraient-ils inquiets au Figaro de ce qui se prépare ? La méthode Coué ne fonctionne pas dans tous les domaines ou jusqu'à une certaine limite seulement. Mais bon, Le Figaro et la dialectique, cela fait deux !

### **Sarkozy voudrait monter le privé contre le public. (28.09)**

(Titre d'AP : *Sarkozy estime que son "devoir" est d'aider les "ouvriers", plus que les fonctionnaires*)

Nicolas Sarkozy a estimé mardi que son "devoir" de chef d'Etat était "d'abord de penser aux ouvriers, aux salariés, aux cadres qui sont lancés dans la compétition internationale" plutôt qu'aux "emplois de la Fonction publique", qui "ont un statut qui les protège", en référence implicite au mouvement de grève à l'Education nationale.

"Je sais bien qu'aujourd'hui, il y a des protestations. C'est normal dans une démocratie", a déclaré le chef de l'Etat, s'exprimant devant les salariés d'une raffinerie lors d'une visite consacrée aux biocarburants, dans l'Oise.

"Mais les emplois qui sont en cause (dans le contexte de crise, NDLR), c'est pas les emplois de la Fonction publique, c'est les emplois de l'industrie, c'est les emplois de l'entreprise, c'est les emplois qui sont exposés à la concurrence", a-t-il poursuivi.

"Mon devoir de chef de l'Etat, c'est d'abord de penser aux ouvriers, aux salariés, aux cadres qui sont lancés dans la compétition internationale et qui ont besoin du soutien de l'Etat, plus que de penser à ceux qui ont un travail difficile mais qui ont un statut qui les protège", a-t-il affirmé.

"Vous, vous êtes exposés. C'est pour ça que je dois d'abord être avec vous plus qu'avec d'autres qui, par ailleurs, quelles que soient leurs difficultés (...), sont protégés dans leur statut", a-t-il insisté.

Un peu plus tard, Nicolas Sarkozy est revenu sur le sujet lors d'une table ronde sur le thème des biocarburants. "Il n'y a pas que des forces négatives dans notre pays, il n'y a pas que des protestations. Il y a des gens qui se battent, il y a des gens qu'il faut aider, il y a des gens formidables qui construisent l'avenir de notre pays. C'est eux aussi qu'on veut mettre en valeur, parce que eux, ils n'ont pas le temps de protester, ils ont tellement de travail", a-t-il asséné.

Commentaire.

Cynique, infâme, la démagogie poussée à l'extrême, il est au bout du rouleau !

## Un article du monde.fr du 27 septembre

### Finance de l'ombre : "Les autorités ont fermé les yeux". (28.09)

Marc Roche, correspondant du "Monde" à Londres et auteur du livre "*Le Capitalisme hors la loi*" (Ed. Albin Michel)

#### **Raoul : Quelle est, selon vous, la place de la finance "souterraine" dans le système financier global ?**

**Marc Roche :** Bonjour, la place de ce que j'appelle le "capitalisme hors la loi", c'est-à-dire non réglementé, est désormais supérieur au poids de la sphère financière régulée et transparente. La crise des crédits à risque subprimés de 2008-2009 a accentué le poids de cette économie souterraine, puisque ses acteurs ont pu compenser leurs pertes et garder leur profit grâce au recours à cette finance parallèle, légale, mais profondément immorale : conflits d'intérêts, évasion fiscale, risques systémiques, impunité et âpreté aux gains.

#### **Léon : Quels mécanismes lient finance de l'ombre et crise ?**

**Marc Roche :** Le recours aux paradis fiscaux, aux hors-bilans, aux sociétés off shore, à l'optimisation fiscale, aux liens étroits tissés avec les politiques ont contribué à la crise de 2008-2009 comme à celle de la dette souveraine de nos jours. A titre d'exemple, la quasi-totalité des produits financiers toxiques qui ont failli emporté les banques était immatriculée dans des paradis fiscaux.

#### **Philippe J : Les autorités ferment-elles sciemment les yeux sur la pratique du "shadow banking" ?**

**Marc Roche :** Déjà qu'est-ce que le "shadow banking" ? Il s'agit de la finance parallèle, de l'ombre comme son nom l'indique, qui est légale mais profondément immorale et qui est basée sur un contournement des règles, voire sur une absence de prêt. Dans cette mesure, les autorités ont non seulement fermé les yeux, mais ont participé aux activités du "shadow banking". L'exemple le plus patent est l'absence de réglementation des paradis fiscaux malgré les engagements en ce sens du G20, à Londres, en 2009. En effet, chaque Etat protège cette place off shore. Les Etats-Unis ont le Delaware, où est immatriculée la quasi-totalité des entreprises américaines pour payer le moins d'impôts et se soustraire aux impératifs de sécurité des employés.

Dans le même ordre d'idées, la Grande-Bretagne utilise les îles anglo-normandes et les îles Caïmans comme rabatteurs de fonds pas toujours propres au bénéfice de la City. L'Italie a Monaco ; la France et l'Espagne ont l'Andorre ; la Belgique a le Luxembourg ; l'Inde, l'île Maurice ; la Chine, Hongkong ; et ainsi de suite, pour une suite sans fin.

#### **Chablis : A-t-on une idée des montants engagés dans la finance de l'ombre ?**

**Marc Roche :** Non. Tout ce que la Banque mondiale affirme via des estimations est que le "shadow banking" est désormais plus important que la sphère financière réglementée (banque de détail, marchés d'actions et de devises, fusions-acquisitions...).

#### **Sylvia : Ces traders et banquiers de l'ombre sont-ils poursuivis par la justice ?**

**Marc Roche :** Je suis un libéral convaincu que le capitalisme est une bonne chose, c'est le seul système qui crée de la richesse. J'ai partagé ma vie professionnelle entre la City et Wall Street, mais ce qui me choque le plus dans ce que j'ai découvert dans les coulisses du capitalisme de l'ombre, c'est l'impunité des banquiers. Aucun banquier, même dans les cas de fraudes avérées, n'a été à ce jour inquiété, jugé et condamné. Ceux dont la mégalomanie, la cupidité et l'ego surdimensionné ainsi que l'aveuglement ont provoqué l'effondrement de leur banque, nécessitant un sauvetage par le contribuable, ont tous retrouvé du travail dans la finance, ont conservé leur retraite et parachutes dorés, et même leur titre nobiliaire dans le cas du Royaume-Uni.

La comparaison peut paraître facile, mais dans le pays où je vis depuis vingt-six ans, l'Angleterre, un gamin qui vole une bouteille d'eau pendant les émeutes de cet été écope une peine de prison ferme de six mois en justice expéditive. C'est choquant.

**Dag : Pensez-vous qu'on pourrait changer le système financier tel qu'il est fait aujourd'hui ?**

**Marc Roche :** Restons optimistes. Comme le G20 est incapable de prendre une décision, vu les intérêts divergents entre ses membres, l'espoir réside dans l'Union européenne. Si les Britanniques sont déterminés à protéger la City, Français, Allemands et Scandinaves sont déterminés à éviter une répétition de la tourmente financière de 2008-2009. Cette fois-ci, il n'y a plus d'argent dans les caisses pour aider les banques.

Seule la Commission européenne peut mettre en place une réglementation communautaire pour protéger le contribuable et forcer les banquiers à rentrer dans leur rang. Mais il s'agit d'un travail de longue haleine, car le puissant lobby bancaire n'a pas son pareil pour émasculer toute tentative de réglementation.

**Lucas : La plus grande part de la richesse est devenue une simple image virtuelle. Pensez-vous qu'il faille trouver une alternative rapidement à ce système financier pour sauver le système ?**

**Marc Roche :** La crise souveraine qui frappe les pays de la zone euro souligne l'urgence d'une nouvelle réglementation. Les banquiers, autistes, sont incapables de s'autorégler. L'une des pistes à explorer est paradoxalement au Royaume-Uni, où la commission Vickers a annoncé, le 15 septembre 2011, un plan de réforme bancaire révolutionnaire. Il s'agit de "sanctuariser" les activités de dépôts des mastodontes bancaires qui bénéficient de la garantie de l'Etat et qui seront sauvegardés en cas de pépin. En revanche, les activités spéculatives seront laissées à elles-mêmes. Une telle réforme permet de répondre en partie au défi posé par l'existence de banques universelles plus puissantes que jamais qui offrent toute la palette des services financiers. Le gros problème aujourd'hui est la taille des banques, trop grosses pour faire faillite ("too big, to fail"). Le problème est que les propositions Vickers n'entreront pas en vigueur avant 2015, voire 2019.

**Gauthier : Avez-vous de l'espoir vis-à-vis des différentes tentatives (notamment de la Commission européenne) pour ramener les transactions de gré à gré vers des marchés transparents ?**

**Marc Roche :** L'initiative est louable. Reste que la complexité de cette transaction liée aux progrès technologiques complique la tâche de réglementation. Les régulateurs sont toujours en retard d'une guerre face à une industrie bancaire très mobile, très innovante, très performante. Par ailleurs, les régulateurs n'attirent pas les meilleurs éléments, qui préfèrent rejoindre la haute finance. Le chantier est donc énorme, mais toute tentative de la Commission européenne est bienvenue. Le problème est aussi que, face au rouleau compresseur des banques, il n'existe pas de vrais contre-pouvoirs. La classe politique est tétanisée, voire parfois complice, les ONG, les mouvements associatifs, les églises ou les syndicats apparaissent désarmés.

**Baptiste : Ne doit-on pas constater l'impuissance du politique face à l'économie ?**

**Marc Roche :** En effet, le pouvoir politique paraît à première vue impuissant face à l'économie. Et pour cause, les milieux d'affaires ont littéralement fagocité dans de nombreux pays la classe politique. Que font les politiciens de gauche quand ils quittent le pouvoir ? Beaucoup rejoignent la banque : Tony Blair chez JP Morgan, Peter Mendelson chez Lazard, Romano Prodi chez Goldman Sachs et Gerard Schroeder dans la nébuleuse énergéico-financière Gazprom.

Si aux Etats-Unis, l'entrisme des financiers dans le monde politique est chose courante (le "Government Sachs" sous l'administration Bush), le phénomène a gagné l'Europe. Goldman Sachs est à la pointe de ce réseau politique, puisqu'elle a compté parmi ses conseillers et banquiers d'ex-commissaires européens ou d'anciens directeurs du Trésor. A commencer par Mario Draghi, le futur président de la Banque centrale européenne, qui a fait partie de la hiérarchie de la banque d'affaires entre 2002 et 2005. Son rôle dans le maquillage des comptes grecs, qui a joué un grand rôle dans la crise actuelle de l'euro, est controversé.

**Lola : Que pensez-vous des idées d'Arnaud Montebourg de "mise sous tutelle des banques par nationalisation-sanction" ? Cela pourrait-il empêcher de telles pratiques ?**

**Marc Roche :** La nationalisation n'est qu'une solution en cas de faillite bancaire, comme ce fut le cas au Royaume-Uni, en 2008-2009. Des banques nationalisées se sont également adonnées au crédit subprime sans y connaître grand-chose. C'est par exemple le cas des banques régionales allemandes. La solution n'est pas de nationaliser-sanctionner, mais de réglementer étroitement le système bancaire.

**Matthieu : Existe-t-il encore des pays épargnés par cette "dictature des banques et des marchés" ?**

**Marc Roche :** A l'heure de la mondialisation, peu de pays échappent à la dictature des marchés. Ceux qui s'en sortent le mieux sont les pays basés sur une industrie et une agriculture fortes, moins dépendantes du secteur financier. Dans cette optique, les pays scandinaves, les Pays-Bas, la France, l'Allemagne sont moins touchés par la bourrasque. Mais ces pays disposent également de banques trop puissantes. Le secteur bancaire français est ainsi dominé par trois mastodontes universels mêlant banques de détails, crédits spéculatifs et gestion de fortunes : BNP Paribas, Société générale et Crédit agricole. C'est un cartel.

**Patrick : Vous êtes un capitaliste convaincu qui voudrait que la moralité soit prise en compte. N'est-ce pas utopique ?**

**Marc Roche :** Aucun système ne peut remplacer le capitalisme, à condition qu'il soit réglementé. Par ailleurs, il faut mettre fin à l'optimisation fiscale qui prive les Etats de recettes. Le système fiscal doit être revu de fond en comble pour que le fardeau passe de la classe moyenne aux classes supérieures. Les riches ne payent pas suffisamment d'impôts et quand on les menace d'augmenter la taxation, ils se réfugient souvent ailleurs. Ce chantage à la délocalisation des grosses fortunes est indécent. Des pays comme la Suisse, la Belgique ou le Royaume-Uni, qui sont un havre de paix pour les financiers et entrepreneurs souhaitant payer le moins d'impôts possible, doivent supprimer ces attraits dans le cadre d'une harmonisation fiscale européenne.

L'utilisation de la fiscalité, juste et équitable, n'a rien de révolutionnaire. Le capitalisme régulier que nous avons connu entre 1945 et 1980 a fait ses preuves. C'est la déréglementation poursuivie par la gauche comme par la droite qui a dérégulé le système. Seule une reréglementation des circuits financiers et une fiscalité plus juste, permettront de sortir de l'ornière.

**Guest : En tant que contribuable, simple citoyen, consommateur lambda, y a-t-il des moyens de contrer ce capitalisme financier souterrain ? Nous en subissons les conséquences mais avons-nous un poids face à cela ?**

**Marc Roche :** En tant qu'individu la réponse est négative. Ce n'est que dans un cadre collectif que l'on peut changer le système. Cela demande un engagement civique, faire pression sur les politiques, et dans ce contexte, les mouvements associatifs, les églises, les syndicats, les ONG peuvent jouer un rôle moteur. Ils l'ont fait pour faire tomber le régime de l'apartheid en Afrique du Sud, par exemple, mais le réveil est urgent vu l'enjeu.

**Julien : Etes-vous en faveur d'une taxe sur les flux financiers (type taxe Tobin) ?**

**Marc Roche :** Absolument, c'est une nécessité. Cela permettra à la fois de regarnir les caisses des Etats, de diminuer l'impact des politiques d'austérité et de limiter la cupidité des professionnels de la finance. C'est gagnant-gagnant.

**Ben0209 : Je suis étudiant en école de commerce et désire suivre une formation en finance de marchés. Mais pensez-vous que ce secteur a encore un avenir à dix-vingt ans ou va-t-on assister à une refonte totale du système ?**

**Marc Roche :** Le secteur financier, une fois qu'il aura mis de l'ordre dans ses affaires, "contraint et forcé par les pouvoirs publics", a de belles années devant lui. La profession de trader est fascinante. Non seulement, elle permet de bien gagner sa vie mais nécessite des qualités indéniables de rapidité, de flair, de contrôle de

soi et d'agilité intellectuelle. On peut être trader en actions, obligations ou devises dans la sphère réglementée. En revanche, la spéculation effrénée que l'on a connue n'a pas d'avenir.

Ceux qui y sont accrochés peuvent s'y adonner dans les hedge funds, qui sont des structures privées, peu créatrices de risques systémiques en raison de leur petite taille et des limites du recours à l'endettement. Sinon, on peut toujours faire une belle carrière comme trader au sein d'une banque tant que l'on garde en tête la nécessité d'une boussole morale.

**Jaco : Quelle est votre position par rapport aux partisans de la démondialisation, y compris financière, ou aux économistes qui préconisent en ultime recours de fermer les Bourses ?**

**Marc Roche :** Ce sont des idiots.

Commentaire.

Difficile, impossible de faire rentrer dans le rang les gangsters de l'aristocratie financière, d'humaniser le capitalisme, l'essentiel ici est de faire croire que c'est possible, et cela fonctionne assez bien pour le moment, puisque les masses n'y comprennent rien et continuent de voir leur avenir sous les bons auspices du capitalisme...

L'intérêt d'un tel article, c'est qu'il démontre que les partisans du capitalisme ne possèdent aucun élément de réponse à la crise en dehors de recettes foireuses ou de mensonges grossiers, qu'ils sont prêts à faire feu de tout bois pour légitimer sa survie, au-delà des conséquences sur les peuples dont ils n'ont rien à faire du moment qu'ils s'en tirent bien eux-mêmes. Le titre "*Les autorités ont fermé les yeux*" est cocasse, car il sera difficile de trouver plus aveugle que ce journaliste du Monde !

Ce qui est intéressant aussi, c'est qu'à peine ont-ils eu le temps de mettre en avant un argument, que la réalité se charge de le démolir aussitôt.

Hier dans un article du figaro.fr on pouvait lire que "*José Manuel Barroso proposera mercredi de créer une taxe sur les transactions financières dans les vingt-sept pays de l'UE*", et de préciser plus loin "*Dans cet acte de foi, il subsiste une faille: l'opposition résolue du Trésor britannique et l'hostilité de la City, où l'Europe réalise plus de la moitié de ses transactions financières. Taxer en Europe «n'a aucun sens si les marchés détalent du jour au lendemain vers New York ou Singapour», lâchait il y a peu George Osborne, le chancelier de l'Échiquier. Les experts bruxellois reconnaissent le risque de «délocalisation» en notant, dans leurs attendus, «l'extrême mobilité de la plupart des transactions financières»*".